

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Erreurs-a-la-fois-tactiques-et-de-consequence-strategique-Alastair-Crooke>

« Erreurs, à la fois tactiques et de conséquence stratégique » Alastair Crooke

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Date de mise en ligne : samedi 23 avril 2022

Description :

Alastair Crooke : Erreurs, à la fois tactiques et de conséquence stratégique. Le résultat le plus probable est que l'économie russe ne s'effondrera pas (même si l'UE s'acharne sur l'énergie et « tout » le reste (...))

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le résultat le plus probable est que l'économie russe ne s'effondrera pas (même si l'UE s'acharne sur l'énergie et « tout » le reste.

Les faucons de l'OTAN et les interventionnistes libéraux étasuniens et européens veulent par-dessus tout voir Poutine humilié et répudié. Nombreux sont les Occidentaux qui veulent voir la tête ensanglantée de Poutine au sommet d'une pique surplombant la « porte de la ville », visible par tous comme un avertissement retentissant à ceux qui défient leur « ordre international fondé sur des règles ». Leur cible n'est pas seulement le Pakistan ou l'Inde, mais la Chine, en premier lieu.

Pourtant, les faucons voient qu'ils n'osent pas - ne peuvent pas - aller jusqu'au bout. Malgré la belligérance et les postures, ils veulent que l'aspect cinétique du conflit soit confiné à l'intérieur des frontières de l'Ukraine : Pas de bottes américaines sur le terrain (bien que ceux dont l'existence même ne peut franchir le seuil de nos lèvres [soient déjà sur place](#), et qu'ils aient « mené la barque »).

Le Pentagone, en tout cas, n'a pas envie de risquer une guerre avec la Russie qui s'envenime et pourrait déboucher sur l'utilisation d'armes nucléaires. (Cette position est toutefois remise en question par les [principaux néo-conservateurs](#) qui affirment que les craintes d'un recours de la Russie aux capacités nucléaires sont exagérées et doivent être mises de côté).

Ainsi, pour accomplir ces grands agendas, l'Occident s'est limité (depuis 2015) [à former et à armer des](#) cadres d'élite (comme le régiment Azov), et à s'assurer qu'ils sont branchés à tous les niveaux (y compris au sommet) du leadership politique et militaire ukrainien.

L'objectif ici a été de maintenir le conflit (puisque la victoire pure et simple n'est pas une option) : Plus la guerre se poursuit, selon le [récit](#) américain, plus les 5 000 sanctions imposées à la Russie nuisent à l'économie russe et sapent insidieusement le soutien de l'opinion publique russe à la guerre.

L'expérience acquise en Syrie imprègne l'espace de combat : Pour les forces russes, l'expérience du nettoyage d'Alep des extrémistes jihadistes a été formatrice. Et, pour le commandement des opérations spéciales US qui forme ces unités d'élite ukrainiennes, les qualités d'impitoyabilité pure et de [perturbations sous faux drapeau](#) (perfectionnées par leurs protégés d'Idlib) semblent avoir suffisamment impressionné leurs anciens instructeurs occidentaux pour qu'ils les transmettent à une insurrection présumée dirigée par Azov, bien qu'opérant à partir du pôle opposé de l'idéologie insurrectionnelle.

Il y a des raisons de penser que le FSB (service de sécurité russe) a peut-être sous-estimé la façon dont le recours à des tactiques de gestion de la population de type Idlib pourrait laisser une population civile majoritairement pro-russe trop lâche pour se défendre efficacement contre une domination de type Azov. En conséquence, les forces russes ont dû se battre - plus que prévu. Il s'agit peut-être d'une erreur tactique, mais pas d'une erreur stratégique.

Il y a en effet une erreur stratégique majeure - à savoir la décision prise par l'Occident de mener avant tout une *guerre financière* contre la Russie - qui pourrait bien s'avérer être la perte de l'agenda de guerre occidental. (L'insurrection ukrainienne, dans la pratique, s'est largement limitée à donner plus de temps aux sanctions et à la super guerre PSYOPS, en particulier pour que la guerre PSYOPS puisse mordre sur la psyché intérieure russe).

En mars, le président Biden s'est présenté devant le Congrès et a annoncé que le rouble russe avait chuté de 30 % et le marché boursier russe de 40 %. L'économie russe, a-t-il dit, était sur le point de s'effondrer ; la Mission était sur le point de s'achever.

Pourtant, contrairement à l'attente du G7 selon laquelle les sanctions occidentales feraient s'effondrer l'économie russe, le *FT* le reconnaît : « Mais le système financier russe semble [aujourd'hui] se remettre du choc initial des sanctions » ; le « secteur financier russe retrouve ses marques après le barrage initial des sanctions ». Et les ventes de pétrole et de gaz de la Russie - plus d'un milliard de dollars par jour en mars - signifient qu'elle continue d'accumuler d'importants revenus étrangers. Elle affiche le plus grand excédent de sa balance courante depuis 1994, grâce à la flambée des prix de l'énergie et des matières premières.

Ironiquement, les perspectives économiques de la Russie semblent aujourd'hui, à bien des égards, meilleures que celles de l'Occident. Comme la Russie, l'Europe connaît déjà - ou connaîtra bientôt - une inflation à deux chiffres. La grande différence est que l'inflation russe est en baisse, alors que celle de l'Europe monte en flèche au point (notamment en ce qui concerne les prix des denrées alimentaires et de l'énergie) de déclencher l'indignation et les protestations populaires.

Le G7 s'étant trompé (la crise politique, après tout, était prévue pour la Russie, pas pour l'Europe), les États de l'UE semblent maintenant décidés à redoubler d'efforts :

« Si la Russie ne s'est pas effondrée comme prévu, alors l'Europe doit faire le grand écart : 'Tout supprimer'. Aucun navire russe n'entrera dans les ports de l'UE ; aucun camion ne franchira les frontières de l'UE ; pas de charbon ; pas de gaz - et pas de pétrole. Pas un euro ne doit parvenir à la Russie », clame-t-on.

Ambrose Evans-Pritchard [écrit](#) dans le *Telegraph* : « *Olaf Scholz doit choisir entre un embargo énergétique sur la Russie et un embargo moral sur l'Allemagne* » :

« ... le refus de l'Europe occidentale de couper le financement de la machine de guerre de Vladimir Poutine est intenable. Le préjudice moral et politique pour l'UE elle-même devient prohibitif. Cette politique est déjà un naufrage diplomatique pour l'Allemagne, stupéfaite de découvrir que le président Frank-Walter Steinmeier est un paria - le Kurt Waldheim de notre ère ? - tellement souillé par deux décennies passées [à être le sombre seigneur de la collusion avec le Kremlin](#) que l'Ukraine ne veut pas [de lui dans son pays](#). Ces atermoiements ne rendent pas justice au peuple allemand, qui soutient massivement une réponse à la hauteur de la menace existentielle qui pèse aujourd'hui sur l'ordre libéral de l'Europe »

Voici clairement le grand programme révisé, Mark II : la Russie survit à la guerre du Trésor parce que l'UE continue d'acheter du gaz et de l'énergie à la Russie. L'UE - et plus particulièrement l'Allemagne - finance la « guerre grotesque et non provoquée » de Poutine, selon le même. « Pas un euro pour Poutine ».

La deuxième erreur stratégique consiste à ne pas comprendre que la résilience économique de la Russie ne découle pas uniquement du fait que l'UE continue d'acheter du gaz à la Russie. Mais c'est plutôt en jouant sur les *deux tableaux* de l'équation - c'est-à-dire en liant le rouble à l'or, puis en liant les paiements énergétiques au rouble - que la Russie a vu sa monnaie s'apprécier.

De cette manière, la Banque de Russie modifie fondamentalement l'ensemble des hypothèses de travail du système commercial mondial (en remplaçant les transactions évanescentes en dollars par des transactions solides en devises, adossées à des matières premières), tout en déclenchant un changement du rôle de l'or, qui redevient un rempart à la base du système monétaire.

Paradoxalement, les États-Unis ont eux-mêmes préparé le terrain pour ce passage au commerce en monnaie locale par leur saisie sans précédent des réserves de la Russie, et la menace de l'or de la Russie (si seulement ils pouvaient mettre la main dessus). Cela a effrayé d'autres États qui craignaient d'être les prochains sur la liste et d'encourir le « mécontentement » capricieux de Washington. Plus que jamais, le non-Ouest est désormais ouvert aux échanges en monnaie locale.

Cette stratégie de « boycott de l'énergie russe » est « un rideau sur l'Europe », bien sûr. L'Europe n'a aucun moyen de remplacer l'énergie russe par d'autres sources dans les années à venir : Ni des États-Unis, ni du Qatar, ni de la Norvège. Mais les dirigeants européens, consumés par une frénésie d'« indignation morale » face à un flot d'images d'atrocités en provenance d'Ukraine, et par le sentiment que l'"ordre libéral" doit à tout prix éviter une perte dans le conflit ukrainien, semblent prêts à aller jusqu'au bout.

Ambrose Evans-Pritchard poursuit :

« Le barrage politique est en train d'éclater en Allemagne. Die Welt a traduit l'humeur exaspérée des médias en qualifiant l'histoire d'amour de l'Allemagne avec la Russie de Poutine de « plus grande et plus dangereuse erreur de calcul de l'histoire de la République fédérale ». Les présidents des commissions des relations extérieures, de la défense et de l'Europe du Bundestag - représentant les trois partis de la coalition - ont tous appelé à un embargo pétrolier jeudi. « Nous devons enfin donner à l'Ukraine ce dont elle a besoin, et cela inclut les armes lourdes. Un embargo énergétique complet est faisable », a déclaré Anton Hofreiter, le président des Verts sur l'Europe »

La hausse des coûts de l'énergie qu'implique l'exclusion de l'énergie russe va tout simplement [anéantir](#) ce qui reste de la compétitivité de l'UE et entraîner une hyperinflation et des troubles politiques. Cela fait-il partie de l'ordre du jour initial de l'OTAN, qui consiste à garder les États-Unis « dedans », la Russie « dehors » et l'Allemagne « en bas » ?

Cette tentative de l'UE et des États-Unis de réaffirmer leur « libéralisme » - qui insiste sur le fait qu'il ne tolérera aucune "altérité" - présente de sérieuses failles. Sur des questions telles que l'agenda d'une élite scientifique et technologique et la « victoire » en Ukraine, il ne peut y avoir d'autre perspective. Nous sommes en guerre.

Que va-t-il donc se passer ? Le résultat le plus probable est que l'économie de la Russie ne s'effondrera pas (même si l'UE s'acharne sur l'énergie et « tout » le reste). La Chine soutiendra la Russie, et la Chine est « l'économie mondiale ». Elle ne peut pas être sanctionnée pour capituler.

Échec et mat ? Alors, quel pourrait être le plan III de l'Occident ? La frénésie guerrière, la haine viscérale, le langage qui semble conçu pour exclure un "accord politique" avec Poutine, ou les dirigeants de Moscou sont toujours là, et les néo-conservateurs sentent l'opportunité :

« L'intellectuel néoconservateur, ancien [rédacteur des discours de](#) Reagan, John Podhoretz a récemment écrit une colonne triomphante intitulée « [Neoconservatism : A Vindication](#). L'article de Commentaire déclarait que les architectes de la guerre contre la terreur, comme lui, sont maintenant « de retour au sommet », les événements mondiaux ayant prouvé qu'ils avaient raison sur tout - de la police communautaire à la guerre »

Non seulement ils sont de retour au sommet, affirme Podhoretz, mais les néo-conservateurs ont conquis leurs principaux adversaires intellectuels en ce qui concerne le cadre moral de la dissuasion. Cela représente le nouveau « jeu » interne dans la question de l'Ukraine : Les néo-conservateurs pensent que l'Ukraine leur a donné raison.

Bien sûr, lorsque l'invasion de l'Irak s'est soldée par une débâcle monumentale, les Néo-cons ont été universellement raillés, Podhoretz bredouillant des excuses. Sans surprise, dans son sillage, la validation originale de l'intervention *militaire* américaine est entrée dans un déclin abrupt, et la guerre des sanctions du Trésor a pris sa

place en tant qu'intervention ne nécessitant « aucune botte sur le terrain ».

C'est pourquoi les néo-conservateurs partagent l'idée erronée selon laquelle la guerre du Trésor, associée à des opérations militaires extrêmes, pourrait réduire Poutine à sa plus simple expression.

Les néo-conservateurs sont ravis de l'échec de la guerre financière. De leur point de vue, cela remet l'action militaire sur la table, avec l'ouverture d'un nouveau « front » : Une attaque contre le principe clé initial selon lequel un échange nucléaire avec la Russie doit être évité, et l'élément cinétique du conflit, soigneusement circonscrit pour éviter cette possibilité.

« Il est vrai qu'agir fermement en 2008 ou 2014 aurait signifié risquer un conflit », [écrit](#) Robert Kagan dans le dernier numéro de *Foreign Affairs*, déplorant le refus des États-Unis d'affronter militairement la Russie plus tôt :

« Mais Washington risque un conflit maintenant ; les ambitions de la Russie ont créé une situation intrinsèquement dangereuse. Il est préférable pour les États-Unis de risquer la confrontation avec des puissances belligérantes lorsqu'elles en sont aux premiers stades de leur ambition et de leur expansion, et non après qu'elles ont déjà consolidé des gains substantiels. La Russie possède peut-être un arsenal nucléaire redoutable, mais le risque que Moscou l'utilise n'est pas plus élevé aujourd'hui qu'il ne l'aurait été en 2008 ou en 2014, si l'Occident était alors intervenu. Et il a toujours été extraordinairement faible : Poutine n'allait jamais atteindre ses objectifs en se détruisant et en détruisant son pays, ainsi qu'une grande partie du reste du monde. »

En bref, ne vous inquiétez pas d'entrer en guerre avec la Russie, Poutine n'utilisera pas la bombe. Vraiment ? Pourquoi pensez-vous que c'est vrai ?

Ces Néo-cons sont [généreusement financés](#) par l'industrie de la guerre. Ils ne sont jamais lâchés par les réseaux. Ils entrent et sortent du pouvoir par rotation, stationnés dans des endroits comme le *Council on Foreign Relations*, *Brookings* ou l'*AEI*, avant d'être rappelés au gouvernement. Ils ont été aussi bien accueillis à la Maison Blanche d'Obama ou de Biden qu'à celle de Bush. Pour eux, la guerre froide n'a jamais pris fin, et le monde reste binaire - « nous et eux », le bien et le mal.

Mais le Pentagone ne l'achète pas. Ils savent ce qu'implique une guerre nucléaire. En fin de compte, les sanctions feront mal, mais ne feront pas s'effondrer l'économie russe ; la vraie guerre (et non la guerre PSYOPS de l'incompétence et de l'échec militaires russes) sera gagnée par la Russie (toute fourniture militaire européenne et américaine de gros équipements à l'Ukraine étant vaporisée au moment où elle franchit la frontière) ; et l'Occident connaîtra ce qu'il craint le plus : l'humiliation dans sa tentative de réaffirmer l'ordre libéral fondé sur des règles. :)

L'Europe craint que, sans une réaffirmation retentissante, elle ne voie apparaître des fractures à travers le monde. Mais ces fractures sont déjà présentes : Trita Parsi [écrit](#) que « les pays non occidentaux ont tendance à voir la guerre de la Russie de manière très, très différente » :

[(« Les demandes occidentales de faire des sacrifices coûteux en coupant les liens économiques avec la Russie pour maintenir un « ordre fondé sur des règles » ont engendré une réaction allergique. Cet ordre n'a pas été fondé sur des règles ; au contraire, il a permis aux États-Unis de violer le droit international en toute impunité. Le message de l'Occident sur l'Ukraine a porté à un tout autre niveau son manque de discernement, et il est peu probable qu'il gagne le soutien de pays qui ont souvent connu les pires aspects de l'ordre international »

De même, l'ancien conseiller indien à la sécurité nationale, Shivshankar Menon, a écrit dans *Foreign Affairs* que « loin de consolider le 'monde libre', la guerre a mis en évidence son incohérence fondamentale. En tout état de cause, l'avenir de l'ordre mondial sera décidé non pas par les guerres en Europe, mais par la compétition en Asie, sur laquelle les événements en Ukraine ont une incidence limitée »

L'élément le plus marquant du premier tour de l'élection présidentielle française de la semaine dernière est que même si Macron gagne le 24 avril (et l'Establishment et ses médias feront tout pour assurer sa victoire), cette victoire sera à la Pyrrhus. Une majorité d'électeurs français a voté le 13 avril *contre* un système de verrouillage des intérêts entre l'État et la sphère des entreprises.

Les électeurs français ont l'impression d'être entraînés dans un train fou d'inflation, de baisse du niveau de vie, de réglementation supranationale, d'OTAN, d'UE et de diktats américains.

Maintenant, on leur dit que la flambée des prix des denrées alimentaires, du chauffage et du carburant est le prix à payer pour paralyser la Russie et la Chine et « préserver le tissu moral de l'ordre libéral ».

Si l'on devait caractériser cette « guerre » tacite, on pourrait dire que Macron parle (en bas) à *La France*, dans l'abstrait. Le Pen, en revanche, s'adresse aux Français et leur parle d'une politique à laquelle ils peuvent s'identifier de manière personnelle. Lors de l'élection, les anciennes catégories traditionnelles et les « conteneurs » de la politique française : l'Église catholique, le Parti Républicain et le Parti Socialiste ont été rendus insignifiants.

Le président Eisenhower, dans son discours d'adieu de 1961, a clairement prévu le schisme à venir :

« Aujourd'hui, l'inventeur solitaire a été éclipsé par des groupes de travail de scientifiques dans les laboratoires et les champs d'essai. De la même manière, l'université, historiquement la source des idées libres et des découvertes scientifiques, a connu une révolution dans la conduite de la recherche. En partie à cause des coûts énormes que cela implique, un contrat gouvernemental devient pratiquement un substitut à la curiosité intellectuelle. Pour chaque vieux tableau noir, il y a maintenant des centaines de nouveaux ordinateurs électroniques. La perspective d'une domination des universitaires de la nation par les emplois fédéraux, les allocations de projets et le pouvoir de l'argent est toujours présente - et doit être sérieusement considérée. Pourtant, si nous respectons la recherche et la découverte scientifiques, comme nous le devons, nous devons également être attentifs au danger égal et opposé que la politique publique devienne elle-même captive d'une élite scientifique et technologique. »

C'est la guerre.

Alastair Crooke* pour [The alt word](#)

Original : « [Errors, Both Tactical, and of Strategic Consequence](#) » .

[The alt world](#), le 18 avril 2022

Post-scriptum :

*Alastair Crooke, diplomate britannique, fondateur et directeur du [Conflicts Forum](#). Il a été une figure de premier plan dans le renseignement militaire britannique « *Military Intelligence, section 6 (MI6)* » et dans la diplomatie de l'Union européenne. Il a reçu le très distingué ordre de Saint-Michel et Saint-Georges ([CMG](#)), ordre de la chevalerie britannique fondé en 1818.